

Rapport de discussion

Journée d'étude sur l'adéquation formation-emploi

Mardi 26 mars 2019

Discussion B2 – deuxième ronde

Les formations de courtes durées

Organisations participantes

1. Alliance des milieux alternatifs de scolarisation du Québec (AMASQ) et Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO)
2. Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville (CJE ABC)
3. Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
4. Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)
5. Commission scolaire de Montréal (CSDM)
6. Commission scolaire Marguerite-Bourgeois (CSMB), Services aux entreprises
7. Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN) et CRPMT Laval
8. Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)
9. Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ)

Éléments clés de la conversation

Les personnes et les organisations participantes à cette discussion souhaitent aborder la question des formations de courtes durées développées au cours des dernières années dans le cadre des efforts déployés pour favoriser l'adéquation entre la formation et l'emploi.

Ces personnes et ces organisations soulignent le développement accéléré des attestations d'études collégiales (AEC) qui sont mises à jour régulièrement, comparativement au développement plus limité des diplômes d'études professionnelles (DEP), dont les mises à jour sont moins fréquentes. Ces personnes et organisations notent également la présence d'une dynamique de compétition entre les différents niveaux d'enseignement : le développement des DEP relève des commissions scolaires, alors que celui des AEC relève des cégeps. Par ailleurs, certaines ACE concurrencent des DEP (en tout ou en partie).

Les personnes et les organisations participantes reconnaissent que les formations courtes (notamment les AEC) constituent des solutions permettant de répondre facilement et rapidement à la problématique de l'adéquation formation-emploi et de la pénurie de main-d'œuvre. Ces formations courtes ont été développées afin de répondre à des besoins réels du marché du travail. Cependant, il apparaît légitime de se demander si elles sont adaptées à la diversité des besoins des personnes en emploi. Un préalable important au développement de ces formations serait donc de faire des choix en fonction des besoins des personnes.

Les personnes et les organisations participantes insistent sur l'étendue et la diversité des besoins des personnes en emploi. Parmi ces besoins, il importe de souligner l'importance d'offrir un accompagnement en fin de formation. Un tel dispositif favorise le transfert des apprentissages.



Il faudrait par ailleurs s'assurer que ces formations suivent l'évolution du marché du travail et qu'elles mènent à des apprentissages qualifiants et transférables qui favoriseront la mobilité des gens sur le marché du travail.

Ce qu'il faut retenir

Dans la perspective où les formations courtes constituent des solutions faciles et rapides à la problématique adéquation-emploi et pénurie de main-d'œuvre, les personnes et les organisations participantes souhaitaient que l'on retienne les éléments suivants de leur discussion :

- l'importance de favoriser la diversité des formations courtes, notamment en ce qui concerne la réponse aux besoins diversifiés des adultes et la transférabilité des apprentissages;
- la nécessité de s'assurer que ces formations courtes suivent l'évolution du marché du travail et qu'elles favorisent une réelle mobilité en emploi des travailleuses et des travailleurs;
- l'importance de rehausser l'encadrement et le suivi fait par l'État en lien avec les formations courtes développées : des observateurs déplorent le laxisme dont font preuve certaines institutions privées;
- l'importance de s'assurer que ces formations courtes sont adaptées aux réalités des personnes apprenantes, tout particulièrement en ce qui concerne les femmes (horaire et conciliation, surtout pour les femmes monoparentales).

Pour aller de l'avant

Afin d'aller de l'avant, les personnes et les organisations participantes à cette discussion ont souligné l'importance :

- de rehausser l'encadrement au niveau national en matière de contenu (compétences) et de durée;
- de favoriser une réelle adéquation entre les personnes, leurs besoins et la situation du marché du travail;
- d'offrir une diversité de formations courtes, moyennes ou longues avec des conditions d'accessibilité qui favorisent ou qui encouragent la conciliation vie-famille-études-travail.

Ce rapport est le résultat d'une discussion tenue le 26 mars 2019 dans le cadre de la journée d'étude sur l'adéquation formation-emploi organisée par l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) en collaboration avec la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) et l'Observatoire compétences-emploi (OCE-UQAM).

Un document synthèse présentant les résultats de cette journée ainsi que les autres rapports de discussion sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://icea.qc.ca/site/fr/actualites/l'adéquation-entre-la-formation-et-l'emploi-journée-d'étude-de-licéa>.

